



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 3603

Texte de la question

AVENIR DE L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à M. Bernard Debré, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bernard Debré. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, nous entendons beaucoup de choses quand il s'agit de l'éducation nationale. Bien entendu, ce sujet nous intéresse tous. Je voudrais donc vous poser un certain nombre de questions, que je vous livrerai pêle-mêle.

Quelle a été l'évolution du nombre de professeurs depuis dix ans ? On entend tout ! (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Plusieurs députés du groupe SRC. Allô ! Allô !

M. le président. On se calme, allons !

M. Bernard Debré. On affirme qu'il y en a de moins en moins, mais quel a été le nombre d'élèves sur la même période ?

Quelle est la part d'enseignants détachés au sein de cette administration ? (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Nous aurions, en dix ans, perdu 500 000 élèves, mais il semblerait que cette baisse d'effectifs n'ait pas permis une réduction du nombre d'enseignants.

Autre question, qui interpelle le médecin que je suis : l'absentéisme dans cette administration est, semble-t-il, supérieur à la moyenne nationale. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Je connais les difficultés de cette mission, de ce métier, je sais qu'il est parfois exténuant de tenir tête à une classe. (*Brouhaha sur les mêmes bancs.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Scandaleux ! C'est le ministre qui a rédigé la question !

M. Bernard Debré. Enfin, comme beaucoup de Français, j'ai écouté le dialogue des Carmélites, ou plutôt des socialistes. M. Hollande envisage de créer 60 000 postes dans l'éducation nationale. Cela fait beaucoup de bruit. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean Glavany. Nous ne sommes pas dans un salon du 16e arrondissement, mais à l'Assemblée nationale !

M. Bernard Debré. Cette affirmation, elle aussi, pose des questions : où trouver l'argent ? Certains, au parti socialiste, affirment qu'il ne s'agirait que d'un transfert de postes, comme le voudrait le Sapeur Camember, qui creusait un trou pour en remplir un autre. (*Mêmes mouvements.*) De quels effectifs parle M. Hollande ? On pourrait dire, comme Victor Hugo, que M. Hollande voudrait fermer des prisons pour ouvrir des écoles. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.*)

Plusieurs députés du groupe SRC. Quelle honte !

M. Jean-Paul Lecoq. Quelle méthode !

M. le président. On se calme !

La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative*. Monsieur le député, la proposition de François Hollande de créer 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation nationale (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*) a laissé pantois plus d'un observateur, en particulier au parti socialiste !

M. Jean Glavany. Bravo ! Quel talent, ce Luc Chatel !

M. Luc Chatel, *ministre*. Je souscris aux propos de Mme Aubry quand elle affirme qu'il ne suffit pas de créer des

postes d'enseignants pour obtenir des résultats à l'éducation nationale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Nous avons créé 100 000 postes en dix ans. Les élèves nés à la fin des années 90, qui viennent d'être évalués par les enquêtes internationales comparatives PISA, se classent au vingt-quatrième rang. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) CQFD !

Cette proposition de créer 60 000 postes, elle est, tout d'abord, techniquement impossible. (*Mêmes mouvements.*)

M. Frédéric Cuvillier. Laissez-nous faire !

M. Luc Chatel, *ministre*. Pour pourvoir 12 000 postes supplémentaires par an, en plus du remplacement de 100 % des départs en retraite, il faudrait recruter 40 000 enseignants chaque année.

M. Frédéric Cuvillier. Attendez quelques mois !

M. Luc Chatel, *ministre*. C'est aujourd'hui le nombre de candidats qui se présentent au concours. Un système de qualité recruterait-il 100 % des candidats ? C'est absurde ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Ensuite, cette proposition est politiquement irresponsable. (*Brouhaha sur les bancs du groupe SRC.*) Au moment où tous les pays dans le monde sont mobilisés sur la maîtrise de la dépense publique, elle coûterait 18 milliards d'euros.

J'ai entendu M. Sapin amorcer un virage sur l'aile en expliquant que cela serait au détriment d'autres administrations, mais lesquelles, monsieur Sapin ? (*Mêmes mouvements.*) Allez-vous supprimer 60 000 postes de policiers ou d'infirmières ? Les Français ont le droit de savoir. En tout cas, cette proposition, c'est une fable irresponsable ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Debré](#)

Circonscription : Paris (15^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3603

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 octobre 2011